

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-269

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article III-269 (ex-article 232)

Dans le cas où, en violation de la Constitution, le Parlement européen, le Conseil, la Commission s'abstiendraient de statuer, les États membres et les autres institutions de l'Union peuvent saisir la Cour de justice en vue de faire constater cette violation. Cette disposition s'applique, dans les mêmes conditions, aux agences et organes de l'Union qui s'abstiennent de statuer.

Ce recours n'est recevable que si l'institution, agence ou organe en cause a été préalablement invitée à agir. Si, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de cette invitation, l'institution, agence ou organe n'a pas pris position, le recours peut être formé dans un nouveau délai de deux mois.

Toute personne physique ou morale peut saisir la Cour de justice dans les conditions fixées aux alinéas précédents pour faire grief à l'une des Institutions, agences ou organes de l'Union d'avoir manqué de lui adresser un acte autre qu'une recommandation ou un avis. **Cette disposition ne s'applique pas aux actes relevant de la coopération judiciaire et policière en matière pénale.**

Explication éventuelle :

Il n'apparaît pas souhaitable qu'un recours en carence puisse être introduit contre Europol et Eurojust, compte tenu de la spécificité des tâches confiées à ces organes.